

Lutte de classe

Grève générale jusqu'au retrait du CNE et du CPE !

De plus en plus dans l'incapacité de satisfaire les besoins les plus élémentaires de la majorité de la population et de garantir un travail et un salaire décent pour tous, et afin de satisfaire les besoins du capitalisme mondial et de préserver les intérêts spécifiques du capitalisme français, face à la concurrence féroce des marchés financiers, le gouvernement doit amplifier ses attaques contre le droit du travail (CDI, Code du travail, conventions collectives, etc.), l'ensemble des droits sociaux (retraites, Sécurité sociale, logement social, éducation, services publics, etc.) et économiques du prolétariat et de la jeunesse.

On trouve là la signification du CNE et du CPE, le CDD seniors, le "*chèque emploi service universel*" (CESU) entré en vigueur le 14 janvier, la liquidation des diplômes nationaux, l'apprentissage dès 14 ans, qui n'ont pour objectif que d'aboutir à une baisse massive du coût du travail pour permettre aux entreprises d'augmenter leurs profits au détriment de la rémunération et des droits sociaux des salariés.

Dans le même temps, le gouvernement renforce son arsenal judiciaire et répressif, en n'hésitant pas à remettre en cause des pans entiers de la liberté de penser, de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, bref, il a décidé de s'attaquer à l'ensemble des droits démocratiques, afin de prévenir et d'étouffer si possible toute contestation ou toute tentative de rébellion de la part de la population, il s'y prépare.

Il n'y a pas une semaine où la liberté d'expression n'est pas remise en cause en France, soit directement par le gouvernement, soit par des intermédiaires au service de la pensée unique, qui comme chacun sait, n'est guidée que par des intérêts économiques ou politiques.

Quatre exemples pris au hasard de l'actualité suffiront à étayer cette affirmation.

1- Concernant les caricatures de Mahomet, Chirac a crû bon de déclarer une nouvelle fois que « *la liberté d'expression doit s'exercer dans un esprit de responsabilité* », donnant en partie raison à ceux qui veulent intenter un nouveau procès à la liberté de la presse, afin d'en limiter l'exercice pour satisfaire les intérêts spécifiques des religieux les plus réactionnaires, toutes les religions reconnaissant de droit divin la propriété privée des moyens de production, le capitalisme et la barbarie qu'il génère.

2- On trouve là aussi, la signification sur M6 du reportage tronqué de l'émission *Capital* diffusée le 2 février dernier, qui a été littéralement censuré par sa direction, parce qu'un interview mettait en cause la Française des jeux (FDJ), qui avec 56 millions d'euros en 2005, représente le quatorzième annonceur publicitaire de M6, ce qui a soulevé l'indignation des journalistes de la chaîne dans un communiqué rendu public le 6 février. Les intérêts économiques priment sur la liberté de la presse et des médias.

3- Le maire de Puteaux (Hauts-de-Seine), Ceccaldi-Raynaud (UMP) et sa majorité municipal ont décidé d'attaquer en justice *Le Parisien* et un habitant de la commune qui avait reproduit un article de ce journal sur son site Internet, où il était évoqué « *le licenciement d'une employée municipale et les menaces que celle-ci aurait reçues après avoir dénoncé des irrégularités dans une passation de marchés publics.* », rapportait *Le Monde* du 2 février. Le jugement doit intervenir le 17 mars.

4- Didier Peyrat, vice-procureur chargé des mineurs à Pontoise, a reçu le 2 février, un avertissement pour avoir publié deux tribunes dans *Libération* et *Le Monde*, à l'occasion des émeutes des banlieues ouvrières de novembre 2005. Dans ces articles, ce magistrat avait osé critiquer Sarkozy, dénonçant notamment sa « *démagogie* », alors qu'il avait soutenu la politique répressive du gouvernement au mois de novembre, en expliquant « *j'ai contribué à (sa) mise en œuvre* ». Cela signifie que la moindre critique du gouvernement émise par un magistrat peut déboucher sur des sanctions, ce qui tend à museler les magistrats et à restreindre leur liberté d'expression.

Pour ce qui concerne les relations du gouvernement avec les « *partenaires sociaux* », il ne se donne même plus la peine de s'entourer d'un semblant de « *dialogue social* » avant de passer ses lois

scélérates, à quoi bon puisque de toutes manières les dirigeants du PS, du PCF et des syndicats, n'ont pas l'intention de s'y opposer, Chirac et de Villepin le savent pertinemment par expérience, ils leur ont donné suffisamment de garanties de ce côté-là depuis le 29 mai 2005.

Maintenant, pour mettre en œuvre sa politique ultra réactionnaire qui constitue à terme une véritable contre-révolution, le gouvernement doit tenir compte, comme l'ensemble des gouvernements, des analyses, des recommandations et des directives du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'Union européenne, car le capitalisme français est une des composantes du capitalisme mondial, dominé par l'impérialisme américain.

Si le gouvernement se plie ou adopte volontiers la politique économique et sociale préconisée par les institutions internationales liées à l'impérialisme, ce n'est pas parce qu'elles l'y obligent, bien qu'il prendrait le risque d'être sanctionné ou pénalisé en cas de refus de se plier aux règles communes dictées par l'impérialisme, il ne faut pas le nier, mais c'est tout simplement parce qu'il sait qu'il n'a pas d'autre choix économique possible, sa marge de manœuvre est devenu quasiment nulle.

Le gouvernement se trouve donc confronté à une contradiction à terme insoluble, insupportable et explosive.

D'un côté il doit mettre en œuvre une politique de destruction systématique de tous les acquis sociaux, liquidant au passage tous le droit du travail et l'ensemble des services publics, afin de satisfaire aux critères de l'impérialisme mondial pour tenter de freiner la chute inexorable du système économique capitalisme.

D'un autre côté, il doit craindre que la précarité, le chômage, la pauvreté grandissante, conséquences de sa politique, finisse par déboucher sur une explosion sociale incontrôlable, une véritable révolution sociale.

Les travailleurs et les jeunes ont-ils aujourd'hui une autre voie pour en finir avec les institutions réactionnaires de la Ve République, avec son président, son gouvernement et leur parlement aux ordres ?

C'est par la révolution sociale que le prolétariat prendra le pouvoir et deviendra la classe dominante (dictature du prolétariat).

C'est la révolution sociale qui permettra au peuple d'élire ses délégués à l'Assemblée constituante souveraine et de former son propre gouvernement des travailleurs.

C'est la révolution sociale qui permettra d'aboutir à un changement de régime, de mettre un terme au capitalisme, à la barbarie.

Pour l'heure, afin d'obtenir le retrait du CNE et du CPE, seule l'unité des organisations appelant les travailleurs et la jeunesse à la grève générale jusqu'à satisfaction et à manifester tous ensemble par millions devant l'Assemblée nationale peut permettre de vaincre le gouvernement.

A bas le CNE et le CPE !

Grève générale jusqu'au retrait du CNE et CPE !

**A bas le gouvernement Chirac-de Villepin
minoritaire et illégitime !**